

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS**

N°2022- 050 -DEL

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

Conseillers en exercices : 23

Quorum : 12

Publication le :

13/07/2022

Conseillers présents : 17

GUIONIE Christelle, NOUVEL Philippe, SAHRAOUI Marc, DRIOT Catherine, MAS François, DELAGE Angélique, ARGELES Serge, CHOUIT Benachir, DRUART Jérôme, EYMERIE Gaëlle, GOLFIER Philippe, LAPALU Isabelle, LAULHAU Hervé, LOUART Michèle, MARLEE Serge, MARTI Lucette, TOULOUSE Brigitte

Conseillers représentés : 3

BELTRAMI Bruno par LAULHAU Hervé, BRAIT Bénédicte par GOLFIER Philippe, ESCARMANT Jean Marc par TOULOUSE Brigitte

Conseillers absents : 3

DELINEAU Nadia, SELLIER DE BRUGIERE Sophie, GINOUX Gilles

Suffrages exprimés : 20

Pour : 20

Contre : 0

Abstentions : 0

Secrétaire de séance : Serge ARGELES

**DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI NON-PERMANENT
D'ADJOINT ADMINISTRATIF PAR SUITE D'UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE
D'ACTIVITE**

EXPOSE DES MOTIFS :

Il est rappelé au Conseil Municipal que l'article L. 332-23 1° du code général de la fonction publique autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois sur une période consécutive de dix-huit mois, renouvellement compris.

En l'espèce, au vu du surcroît d'activité qui touche le service urbanisme du fait de la mise en œuvre du permis de louer, du changement de la ZPPAUP en PVAP et des projets municipaux qui nécessitent une ingénierie conséquente, il apparaît nécessaire de permettre l'emploi d'un agent en charge du secrétariat et des dossiers relatifs à l'urbanisme ainsi qu'à la gestion des relations avec l'USTOM.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS

N°2022- 050 -DEL

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé au Conseil Municipal de créer, à compter du 1^{er} juillet 2022, un emploi non permanent sur le grade d'adjoint administratif territorial dont la durée hebdomadaire de service est de 35 heures et de l'autoriser à recruter un agent contractuel pour une durée de 12 mois sur une période de 12 mois suite à un accroissement temporaire d'activité.

CADRE JURIDIQUE :

Vu le Code général de la fonction publique et notamment les articles L. 313-1 et L. 332-23 1° ;

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Considérant la nécessité de pourvoir au surcroît d'activité et de garantir la continuité du service public ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR
DELIBERE A L'UNANIMITE,**

DECIDE

Article 1^{er} : De créer un emploi non-permanent à temps complet relevant du grade d'adjoint administratif territorial à compter du 1^{er} juillet 2022, par suite de l'accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de 12 mois.

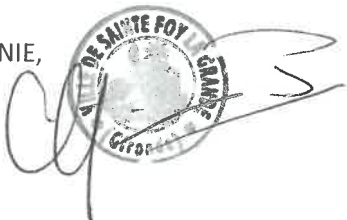
Article 2 : De fixer la rémunération par référence à l'indice brut 382 indice majoré 352 à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités en vigueur.

Article 3 : D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent au chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés ».

Fait à Sainte Foy la Grande, le 11/07/2022

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE 12/07/2022

Christelle GUIONIE,
Maire,



Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.